

Faire avec :

Georges Mink et Pascal Bonnard (dir.)
Le passé au présent - Gisements mémoriels et actions historicisantes en Europe centrale et orientale
Michel Houdiard éditeur 2010

Extraits cités ci-dessous en italiques avec pagination

Passé = pas sans

Mes notes dites “balkanisées” le sont par leurs objets (quelques dizaines de publications *ad hoc*) mais aussi par leur propre assujettissement: quoi de mieux ou pire que la Toile pour indiquer l'éclatement continu, aussi accessible que peu perceptible? “Feux d'artifice”, affichait le titre d'une de ces notes dont on ne sait trop si elles disent les lectures ou le lecteur - éclair que Péguy voyait en reconnaissance radicale: lire vraiment, ce serait “la coïncidence en acte du lu et du lisant” (Camille Riquier). Plutôt qu'éclair ou coïncidence, la même note visait (et vise encore, comme toutes les autres) un simple “correspondre” - d'ailleurs interrogatif.

Le titre de ce livre collectif (issu de plusieurs conférences et colloques internationaux, de 2007 à 2009) aurait sans doute plu à Péguy qui voulait “obtenir l'impérissable uniquement par le périssable” (Bruno Latour), tout comme les “gisements” et “actions” du sous-titre, sans oublier le bouillonnement de ses dix-sept propositions - que les débordants *Cahiers de la Quinzaine* n'auraient pas renié! L'ébullition en question résulte d'abord d'une double contrainte à propos de “mémoire” (p.7): *des travaux académiques saturés, en même temps que dans la vie on a vraiment l'impression qu'il se passe quelque chose de nouveau*. À la fin (p.294) c'est à propos de “nation” qu'on retrouve aussi une impression sinon intuition bizarre: *en dépit du nombre pourtant immense de cas d'identité divisée ou double, l'utilisation instinctive du pronom “nous” nourrit, en Europe, une appartenance à une forme de communauté nationale, un je ne sais quoi rétrospectif qui parvient à inclure en son sein les générations précédentes*.

Ces bizarreries, bulles de cratères dont on ne sait encore s'il faut les voir en sources ou en volcans, en promesses ou en menaces, ont ici un terrain, l'Europe centrale et orientale. Voyons voir.

Les menaces plus ou moins compréhensibles ne manquent pas (p.11 à 13): *en Pologne, il est demandé aux postes diplomatiques d'entreprendre des poursuites judiciaires contre des médias étrangers qui parleraient de camps “polonais” de concentration au lieu de camps “allemands” sur le territoire polonais*. On parle ici de *jeux mémoriels partisans intensifiés*, à l'instar de la polémique déclenchée par le Parlement européen décrétant une *Journée de la mémoire des victimes du stalinisme et du nazisme*, que continuent à défendre les représentants baltes (p.61). On ne s'y trompe donc pas (p.231): *en parlant d'hier on pense à aujourd'hui* - les *jeux* même dérisoires se lisent aussi en *enjeux* sérieux. Comment parler de la suppression du Parti communiste polonais en 1938 par Staline, de l'entrée de l'armée soviétique en Pologne orientale avec l'accord de Hitler en 1939, du massacre de Katyn, de la passivité des Soviétiques pendant l'insurrection de Varsovie? *Respect et ridicule* (p.241,244,248) se mêlent par exemple dans le nom de *IIIe République* donné à une Pologne sautant ainsi en arrière et par-dessus la Pologne communiste pour renouer avec le *nom coutumier de la Pologne de l'entre-deux-guerres, la Seconde République* - ou encore dans ce “*Miracle sur la Vistule*”, nom courant donné au *refoulement des bolchéviques devant Varsovie en 1920*, à la grâce supposée de la Vierge ce jour d'Assomption. La législation russe

(p.290) attend 2002 pour admettre au statut de vétérans les soldats d'une armée en Tchétchénie jusque là surtout pas en guerre, mais en "*conflit armé*", "*rétablissement de l'ordre*" ou "*opération anti-terroriste*". Les "*faiseurs de mémoire*" (p.219) ne manquent jamais d'ouvrage.

Pareil terrain miné - dans tous les sens - pourrait décourager toute science comme toute histoire, mieux faites aux couches déposées lentement - souterraines, lointaines ou anciennes - par de telles bulles d'un présent sans autre passé que manipulé en public comme en privé, mais toujours sans partage. C'est précisément l'intérêt de ces travaux que de relever ce défi.

D'abord en changeant d'un simple suffixe (p.14,15,25) toute prétention à "l'une fois pour toutes": *criminalisation* plutôt que crime, *judiciarisation* plutôt que droit ou justice, *historicisation* et *politisation* plutôt qu'histoire et politique, *légitimation* plutôt que légitimité. Supposant que toute qualification autorise dé- comme re- qualification, c'est à leur propre jeu que les remugles sont pris ou capturés ici en gisements incertains: on parlera la langue de l'ennemi - *nouveaux acteurs, processus, agencements, conditionnalité, asymétrie géopolitique*. Il arrive alors, par exemple (p.17,18), que tel effet pervers se retourne en reconnaissance avouée: en Pologne ou en Allemagne, c'est *sur la nomenclature produite par le régime communiste lui-même* ("*agent de liaison*", "*chef de réseau*", "*courrier*"...) qu'on prétend vérifier (*lustration "sauvage"*) "le passé" de tout *candidat aux fonctions publiques!* Il arrive surtout (p.171 à 179) que, loin de disparaître ou de se laisser oublier, le trouble inhérent à un passé enfin passant (pas sans!) revient de plus belle: *l'espace mémoriel n'est pas stabilisé, le consensus antitotalitaire de "décommunisation" est devenu poreux*, jusqu'à d'heureuses failles (conférence de Jachranka et Miedzyszyn, entretien d'Adam Michnik avec son bourreau). *Dans le cas du communisme* - et sans doute pas seulement - *la question de la gestion du passé criminel est complexe*. Ainsi en va-t-il de *rumeurs contaminantes* et de *réactions en chaîne*: nul ne maîtrise d'interminables ronds dans l'eau. Le célèbre Office allemand créé en 1992 (100 millions d'euros annuels, 2200 fonctionnaires, 160kms de dossiers), d'abord dirigé par le pasteur Gauck ancien dissident, sollicité par environ deux millions de citoyens désireux de consulter leur dossier... sera réputé par *Die Welt* employer une cinquantaine d'anciens fonctionnaires de la Stasi! Pourquoi pas ici vendre à l'Estonie les dossiers de centaines d'agents du KGB inconnus (2002), ou là soupçonner Jacek Kuron? *Dégradation du débat, ou fin du politique?*

Il arrive enfin (p.190,196,197) que de prétendus raisonnables "conflit", "devoir" ou "travail" de mémoire tournent en (im)pitoyable eau de boudin. Tel "musée" biélorusse (2005) propose promenade en barque ou en char et concours de tireur d'élite: à la "*Ligne Staline*", *vous sentirez l'odeur de la poudre, la Grande Guerre pour la Patrie*. En Ukraine, le président Koutchma a fêté à la fois le dernier premier secrétaire du PC (arrestation de dissidents et catastrophe de Tchernobyl: une paille oubliée) et l'un de ceux qu'il avait emprisonnés plusieurs années dans des camps - *en adressant deux versions différentes de l'histoire à des publics différents*. Passé simple ou imparfait? C'est peu dire que ces "histoires centrorientales" (faut-il rire, faut-il pleurer?) en rappellent bien d'autres très familières à nous autres européens de l'Ouest, ni plus ni moins blagueuses ou tragiques. La maigre sagesse (p.54), à très bas bruit, de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), conclut en 2006 à *l'impossibilité de s'accorder sur une définition univoque du concept de nation qui serait commune à tous les États membres*. En France 2016, qui s'en réclame pour savoir-agir?

Ces recherches récentes interrogent donc ce que peuvent bien dire et faire de tonitruants "principes européens" (p.31 à 33). *Des entités nationales monoethniques garantes de paix durable*, comme c'est le cas après 1945? Ou bien *le respect du droit des minorités à vivre en paix là où elles résident depuis longtemps*, comme c'est le cas après 1989? Ce bouillon-là a mijoté en micro-événement en 2007, quand l'actuel Président du Conseil Européen (alors

gagnant d'élections dans son pays, qui lui rendaient son poste de Premier Ministre), dont le grand-père aurait été engagé volontaire dans la Wehrmacht, *a dû être évacué de la salle où il préparait son discours, pour cause d'obus de 1944 trouvé dans le plafond et jusque là ignoré* - il arrive que le récit fasse mieux que l'explication. *Ajuster*, remarque-t-il - est-ce *élargir* ou *rétracter*, *avancer* ou *régresser*? Ce n'est pourtant pas faute de s'y atteler (p.42): une "*grammaire de réconciliation*" fait bel et bien partie du cadrage de conditionnalité engagé par une politique européenne d'élargissement depuis les années 1990, qui tente de *naturaliser des catégorisations flottantes* ("*bon voisinage*", "*État-parent*"...). Comment ne pas penser à l'improbable "entité", mot retenu par les Accords de Dayton en 1995 (cf dans ce site la note *Comment faire parler le monde?*)? Trois jours ont été alors nécessaires pour s'accorder sur un nom, celui de "la chose commune" dans laquelle accepteraient de se reconnaître quelques uns de ceux que la guerre déchirait depuis un lustre: peuple, tribu, république, nation, ethnie, communauté, fédération, confédération, département, région, province, arrondissement, circonscription, État, société? Ce fut la minimale, prudente, informe - aujourd'hui inefficace sinon prophétique - "entité", part d'identité qui reste quand les semblances, lieux et liens habituels sont soupçonnés du pire. Citoyenneté d'un État, ou communauté culturelle (ethnique ou linguistique)? Et pourquoi pas (p.51 à 53) *citoyenneté diffuse*?! Au passé simple mais ici remarquablement tenté de composer jusqu'au conditionnel, à l'imparfait dépositaire de nos échecs, ajoutons donc de multiples futurs antérieurs, tel ce *laborieux compromis "pour la protection des minorité nationales"* entre États membres (Conseil de l'Europe, février 1995) que certains se gardent de ratifier et même de signer!

Parmi les nombreux terrains ici traités, privilégions l'un des pires (p.105 à 126) quant à nos émotions. Comme la mémoire ou l'histoire, comme la nation, comme leur cortège de brouillons bouillonnants, "la guerre" elle-même - si facile à désigner, si prompte à dire tout quand on prétend tout dire, si propice à faire-taire en un mot - reste à décrire: *une question théorique ouverte, sociologique, politique et anthropologique*.

L'une des tueries des plus cruelles du nettoyage ethnique en Bosnie-Herzégovine eut lieu à Visegrad pendant la fête de *Bajram* (l'*Aïd* des pays de langue arabe), dont l'homologue slave se nomme *Jour de Saint Georges*. Animaux sacrifiés et distribution rituelle de leur viande dans les deux cas? En 1992, les tueurs menés par Milan Lukic traduisent: jeunes bosniaques sélectionnés, enfermés puis conduits devant le fleuve, alignés et abattus; soixante-dix personnes de la famille des Kurspahic, en majorité femmes et enfants, enlevés, bouclés dans une maison incendiée (quatre survivants). L'épisode, vite rapporté à et avec beaucoup d'autres, alimente l'image d'une *entretuerie égale entre groupes nationaux, à engagement égal, à responsabilité égale, passivité aux mains des milices, folie spontanée*. Mais, corrige-t-elle: *il s'est pourtant agi pour des groupes bien précis de vider des territoires bien précis de leurs populations précises*:

Ce schème d'action ne fut pas l'apanage de tous. Il fut mis en œuvre par les Serbes et les Croates, pas par les Musulmans de Bosnie. À Visegrad par exemple, cas très fréquent, une usine de porcs a été construite sur le site d'une des mosquées de la ville. À Mostar, prieuré faisant office de cathédrale, plusieurs églises catholiques, et dix-sept des trente-six mosquées seront bombardées par les forces serbes; à leur tour, les forces croates s'en prirent aux bâtiments orthodoxes de la ville, et firent construire une immense croix par le travail forcé de leurs prisonniers musulmans.

Nulla haine ancestrale ou spontanée ici, mais des techniques sélectionnant certains

savoirs, des souvenirs et des expériences réélaborés, réévalués, relativisés et recontextualisés: là comme ailleurs des dispositifs de pouvoir mobilisent la mémoire qui mobilise les hommes.

Pas étonnant que le marais “international” (lui-même divisé), où baignent aujourd’hui nos événements (européens ou non, d’ailleurs), ne connaisse guère (p.133,140,143 à 153) que *victoire en trompe-l’œil, réconciliation incertaine, traduction et réappropriation de la vérité jusqu’au soupçon sinon détournement, ambiguïté de “charnière” d’experts internationaux naviguant entre analyse et action, brouillage des distinctions entre international et local*. Quand tel programme de formation à la justice transitionnelle est délaissé parce que *“les Bosniens ne sont pas des tribus africaines”*, quand l’intention de *réconcilier* revient à *essentialiser* - alors se lèvent d’impossibles dilemmes: restaurer sans juger, ou bien juger sans restaurer. Le passage du passé ne serait-il, pour finir, que cauchemar impraticable?

Sans ignorer cette hypothèse-catastrophe, mais en la travaillant au cœur européen de ses diverses et récentes expressions centrorientales - c’est-à-dire en la laissant littéralement passer - ces recherches d’histoire forment en tout cas une conséquence sans prix: des lecteurs aussi avertis qu’attentifs (p.158,262,299). Tels usages dépliés (*“transactions collusives”, “nation” ukrainienne vs “peuple” soviétique, “témoin de témoin” et “Nouveau Témoin”, paradoxe d’une expiation sans rédemption...*) font un mérite qu’on n’hésitera pas à traduire en encouragement et endurance quant à faire passer par-devant, non pas hors mais dans notre temps, ce qui menace d’échapper sous prétexte que nous fuirions.

Gilles Clamens – gilles.clamens@wanadoo.fr